

Le 28 mars dernier, nous avons été plus de 110 000 à descendre dans la rue partout en France pour réclamer une vraie loi climat. Une loi à la hauteur des enjeux. Une loi ambitieuse, structurante et réaliste.

Dans l'élan de cette mobilisation spectaculaire, et car il n'était pas possible d'en rester là, nous avons dès le début des séances plénières à l'Assemblée Nationale avec quelques ami.es activiste décidé d'occuper la place Edouard Herriot, à deux pas de l'hémicycle.

Rejoints par des étudiants, des étudiantes ; des travailleurs, militants, des élus ou de simples curieux. Pendant 3 semaines, nous avons occupé l'espace, initié des débats, fait vivre la démocratie au-delà des murs de l'Assemblée, nous avons pointé du doigt, alerté, interpellé et exprimé notre mécontentement et notre ferme volonté d'obtenir une loi ambitieuse.

Malheureusement, ces mobilisations de grande ampleur partout sur le territoire n'ont pas suffi. La parole citoyenne, supposément écoutée et défendue par les élu.es et les institutions, a été ignorée.

Et le constat est tristement clair : après avoir été débattu dans un contre-la-montre de 45 heures, là où nombre d'amendements d'opposition ont été frappés par le marteau de l'irrecevabilité, le projet de loi ne possède toujours pas les mesures structurantes et ambitieuses absolument nécessaires pour permettre de réels changements à la hauteur des enjeux et ne reprend toujours pas le travail de fond exceptionnel des 150 citoyens.es de la Convention.

Vous l'aurez compris, l'heure n'est évidemment pas à l'auto-congratulation mais bien au bilan. Alors qu'une réduction de 112 000 000 de tonnes de CO2 est indispensable pour atteindre les objectifs gouvernementaux, seulement 6 000 000 seront évitées grâce à ce projet de loi : nous n'acceptons pas les demi-mesures, nous n'acceptons pas les demi-loi, surtout quand le futur de nos générations et des suivantes est en jeu.

Cependant, même devant ce triste tableau, il n'est pas l'heure non plus de se morfondre, bien sûr comment ne pas être profondément déçu, triste et en colère face à un projet de loi qui n'avait de résilient que le nom, face à une écologie de façade et face à la situation où la démocratie représentative se retrouve une nouvelle fois écrasée par le poids des lobbys.

Malgré tout, il ne faut pas perdre espoir.

Cette mobilisation porte un appel aux Sénateurs•trices, à qui il revient dès la mi-mai d'examiner et de débattre sur ce projet : c'est à eux.elles de maintenant, porter l'ambition de cette loi pouvant offrir une lueur d'espoir sur nos futurs souhaitables.

Nous les appelons à accepter un dialogue productif et de fond ciblé sur l'ambition de cette loi, avec les élus locaux ou les citoyens et citoyennes qui en prendraient l'initiative.

Cette mobilisation porte aussi un message, à vous toutes et tous. Le message qu'il est possible de construire collectivement notre avenir.

Car le combat pour une justice sociale et climatique ne se résume pas à cette seule loi climat. Le combat ne s'arrête pas là. Il est possible d'exprimer ses convictions d'arrêter à tout prix la machine infernale qui pousse demain à être comme hier : par la manifestation, la désobéissance, la culture, l'art, le vote, l'engagement en général, il est encore possible de faire face aux crises actuelles et futures à force de cohésion de persévérance et de solidarité.

Alors, merci à tous et toutes pour votre écoute et bonne manifestation.